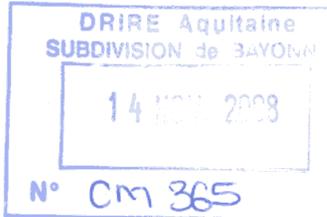




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



PRÉFECTURE
DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

DIRECTION
DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'AMENAGEMENT
DE L'ESPACE

Affaire suivie par :
Monique ARBESSIER
Tél. : 05.59.98.25.44
MA/AL
Monique.Arbessier@pyrenees-atlantiques.pref.gouv.fr

ARRETE N° 08/IC/215

**MODIFIANT L'ARRETE N° 03/IC/277 DU 15 MAI 2003
RELATIF A LA DETERMINATION DU MONTANT DES
GARANTIES FINANCIERES POUR LA REMISE EN ETAT
D'UNE CARRIERE A CIEL OUVERT D'OPHITE SUR LE
TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE
SAINT-ETIENNE DE BAIGORRY**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES ATLANTIQUES
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le code de l'environnement et notamment son livre V - article L 511-

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU ensemble la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 modifiant le code minier, le décret n°99-116 du 12 février 1999 relatifs à la police des carrières et le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 portant Règlement Général des Industries Extractives ;

VU le décret n°96-18 du 5 janvier 1996 et notamment son article 18

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23.3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03/IC/277 du 15 mai 2003 autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert d'ophite sur le territoire de la commune de Saint Etienne de Baïgorry au quartier "Eyhéralde" à la société Sables et Graviers du Littoral (SAGRAL) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 04/IC/254 du 2 juin 2004 levant la restriction d'usage des installations de traitement des matériaux ;

VU le dossier de demande n° C08-0308 de mars 2008, présentée par la société SAGRAL, en vue de modifier le phasage des travaux et le montant des garanties financières de la carrière à ciel ouvert d'ophite sise au quartier "Eyhéralde" sur le territoire de la commune de Saint Etienne de Baïgorry ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 28 août 2008

VU l'avis émis par la Commission Départementale de la nature, des paysages et des sites en formation spécialisée "Carrières" lors de sa réunion du 2 octobre 2008 ;

CONSIDERANT que les conditions d'exploitation nécessitent la modification du phasage d'exploitation ainsi que l'actualisation du montant des garanties financière pour la remise en état de la carrière ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture es Pyrénées-Atlantiques ;

A R R E T E

ARTICLE 1 –

L'article 9 de l'arrêté préfectoral n° 03/IC/277 du 15 mai 2003 susvisé est remplacé par

« ARTICLE 9 – GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L 516.1 du code de l'environnement dans les conditions suivantes :

9.1. - Montant des garanties financières

L'exploitation visée par le présent arrêté est divisée en périodes quinquennales. Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagements décrit au dossier et des conditions de remise en état fixées dans la demande initiale, le montant des garanties financières retenu à ce jour est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à la dite période.

Ce montant est fixé à :

<i>Phase</i>	<i>Période considérée</i>	<i>Montant de référence de la garantie financière (en euros TTC) Pour l'établissement d'un acte de cautionnement, ce montant doit être actualisé suivant le dernier indice TP01 connu</i>	<i>Surface maximale à remettre en état durant la période considérée (en ha)</i>
1	<i>Phase terminée</i>		
2	<i>de la date du présent arrêté au 15 mai 2013</i>	<i>Cr = 209 522</i>	<i>S1 = 3,0000 S2 = 5,2000 S3 = 4,2935</i>
3	<i>du 15 mai 2013 au 15 mai 2018</i>	<i>Cr = 245 970</i>	<i>S1 = 3,0000 S2 = 6,6000 S3 = 4,9975</i>
4	<i>du 15 mai 2018 au</i>	<i>Cr = 206 390</i>	<i>S1 = 3,0000 S2 = 5,2000</i>

<i>Phase</i>	<i>Période considérée</i>	<i>Montant de référence de la garantie financière (en euros TTC) Pour l'établissement d'un acte de cautionnement, ce montant doit être actualisé suivant le dernier indice TP01 connu</i>	<i>Surface maximale à remettre en état durant la période considérée (en ha)</i>
	15 mai 2023		S3 = 4,0325
5	du 15 mai 2023 au 15 mai 2028	Cr = 177 885	S1 = 1,9000 S2 = 4,3500 S3 = 4,2800
6	du 15 mai 2028 au 15 mai 2033	Cr = 153 155	S1 = 1,9000 S2 = 3,8500 S3 = 3,2400

Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 9.3.2.1 ci dessous.

Le document attestant la constitution des garanties financières doit être conforme à l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998, et indiquer dans son article 2 le montant maximum du cautionnement correspondant à la période concernée par le cautionnement mentionné dans le tableau ci-dessus.

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme fixée dans le tableau ci-dessus en fonction de la période concernée. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspecteur des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

9.2. - Augmentation des garanties financières

Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

9.3. - Renouvellement et actualisation des garanties financières

9.3.1. Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et **au moins 6 mois avant cette date**, l'exploitant adresse au Préfet un nouveau document conforme à l'arrêté interministériel du 1er février 1996 susvisé, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

9.3.2. Le montant des garanties financières fixé à l'article 9.1. ci-dessus est indexé sur l'indice TP 01 publié par l'INSEE. L'indice TP 01 de référence utilisé est l'indice 416,20, correspondant au mois de février de l'année 1998.

L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice interviendra au début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article 9.1 ci-dessus.

Dans les deux cas, l'actualisation des garanties financières sera faite à l'initiative de l'exploitant, sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée, ou est prise en compte de façon insuffisante, ce document ne remplit pas les conditions visées à l'article 9.3.1 ci-dessus. Dans ce cas, l'exploitant peut faire l'objet de sanctions administratives et pénales prévues à l'article 9.5. ci-dessous.

9.3.2.1. Le montant des garanties financières est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004, selon la formule suivante :

$$C_n = C_r \times \frac{Index_n}{Index_r} \times \frac{1 + TVA_n}{1 + TVA_r}$$

C_n = Montant actualisé correspondant au montant des garanties financières à provisionner et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières

C_r = Montant de référence des garanties financières

$Index_n$ = indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières

$Index_r$ = indice TP01 de février 1998 (416,20)

TVA_n = taux de TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières

TVA_r = taux de TVA applicable en février 1998 (0,206)

9.3.3. L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée, ou est prise en compte de façon insuffisante, dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives et pénales prévues à l'article 9.5 ci-dessous.

9.4. - Appel des garanties financières

Le Préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté préfectoral en ce qui concerne la remise en état, après que la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement ait été exécutoire
- soit en cas de disparition physique (personnes physiques) ou juridique (sociétés) de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

9.5. - Sanctions administratives et pénales

9.5.1. L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale ou l'attestation de renouvellement visée à l'article 9.3.1 ci-dessus, entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article 514.1.- I - 3° du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article L 514-1 dudit Code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

9.5.2. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relative à la remise en état constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L 514.11 du Code de l'Environnement. »

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS ANTERIEURES

Les autres dispositions de l'arrêté n° 03/IC/277 du 15 mai 2003 susvisé demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : PUBLICITE

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint-Etienne-de-Baïgorry et pourra y être consultée par les personnes intéressées,

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois,

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible, sur le site de la carrière, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation,

Un avis sera publié par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département

ARTICLE 4 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif..

- Le délai de recours est de 2 mois pour l'exploitant, et de 6 mois pour les tiers.
- Ce délai commence à courir à dater de sa notification.

ARTICLE 5 :

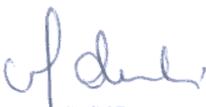
MM. le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

- le Sous-Préfet de Bayonne,
- le Chef de Groupe des Subdivisions de la Direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- ~~les inspecteurs placés sous son autorité~~

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

la société « Sables et Gravier du Littoral »
le Directeur régional de l'environnement Aquitaine
le Directeur départemental de l'équipement
le Maire de Saint-Etienne-De-Baïgorry

*Pour copie conforme
Pour le Préfet et par Délégation,
Le Chef de Bureau*


Carole DUBOIS

Fait à PAU, le

- 4 NOV. 2008

Le Préfet,
*Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général*


Christian GUEYDAN